

À L'ISSUE D'UN REGROUPEMENT RÉGIONAL À BOUIRA

Les Patriotes réclament leurs droits

Ils étaient des centaines de Patriotes et de GLD, représentant 5 wilayas du centre du pays, à se rencontrer hier à Bouira, à la salle Errich, pour débattre de leurs problèmes et réclamer leurs droits.

En présence du vice-président de l'APN, Mohamed Seghir Kara, venu les écouter et porter leurs doléances en haut lieu, les Patriotes et GLD présents n'ont pas pu retenir leur colère face à ce qu'ils qualifient de marginalisation caractérisée, leur abandon par l'Etat, cet Etat qui avait trouvé en eux les piliers et les défenseurs de la République pendant les années noires du terrorisme.

Nous sommes le 27 mai 1997. Sur la route menant vers Tijkda, une bombe venait d'exploser au passage d'un véhicule de Patriotes. Ils étaient cinq au total. Trois d'entre eux, Zaânoun Ahmed, Bouamrane Ahmed et Karjouj Mohamed, mourront sur le coup. Les deux rescapés s'en sortiront, l'un, Ferradji Akli, avec des blessures légères au niveau de l'épaule, et l'autre, Chikhi Moussa, avec des fractures diverses au niveau des hanches. Il sera

handicapé à vie. Présent hier dans la salle, Chikhi Akli fera un témoignage émouvant en racontant son calvaire mais aussi sa fierté d'avoir servi la République. Il sera très applaudi en répétant plusieurs fois la sentence, celle de ne rien regretter et d'être fier d'être handicapé pour avoir servi la République. Aujourd'hui, vivant avec une pension très infime, le pauvre Moussa habite chez ses beaux-parents ; sa maison ayant été saccagée par les terroristes et l'Etat ne voulant plus lui en octroyer une dans la ville. A ses côtés, dans cette salle, un autre cas des plus lamentables : Idahmani Abdeslam, 37 ans, qui est amputé des deux jambes. Il a été victime d'une bombe à Zbarbar le 24 avril 1998. Marié et père d'une fillette, lui aussi est privé d'un logement car l'APC d'Aïn Laloui, où il réside, n'a pas daigné lui en octroyer dans le cadre du récent recasement. En outre, pour refai-

re ses prothèses, il lui a été demandé, en l'absence d'une couverture sociale, la signature du chef de la 1^{re} Région militaire mais, selon notre interlocuteur, toutes les tentatives pour rencontrer ce responsable ont échoué. Le troisième handicapé présent dans la salle s'appelle D. Yahia. Victime de l'explosion d'une bombe à Zbarbar le 2 août 1997, ce père de deux enfants, amputé d'une jambe, vit les mêmes problèmes que les autres Patriotes. Des autres Patriotes ont été remerciés du jour au lendemain à l'instar de Sellami Messaoud de Dechmia, qui racontera à l'assistance comment l'Etat les a utilisés pendant toute la période du terrorisme et même au-delà pour la sécurisation du gazoduc Beni Mansour – Baraki avant de les mettre à la porte en leur reprenant leurs armes. Lamri Mohand Salah , âgé de 71 ans, éclatera en sanglots devant l'assistance en racontant les circonstances dans lesquelles il avait pris les armes au village Ouattouf, à Ahl Ksar, pour défendre l'honneur de sa femme et ses filles. Il

dut abandonner son travail et il se retrouve aujourd'hui livré à lui-même. Lui et des milliers d'autres personnes avaient abandonné leur travail pour rejoindre les Patriotes et les GLD afin de défendre la République. Au lendemain du retour progressif de la paix dans le pays, l'Etat les a abandonnés en prenant certaines mesures consistant en l'octroi d'une faible pension mais sans la prise en charge de la couverture sociale. Aussi, ce qu'il y a lieu de noter, c'est que toutes ces interventions convergent vers une seule demande : celle d'une intégration de cette frange, Patriotes et GLD, qui a soutenu le président de la République dans ses quêtes de concorde civile puis de réconciliation nationale, dans les dispositions portant charte pour la paix et la réconciliation nationale afin de bénéficier des avantages au même titre que toutes les autress franges de la société concernées par la tragédie nationale.

Sinon, comme le soulignera l'un des représentants de cette frange à Bouira, Abbas Djamel, les Patriotes et GLD

interpellent le président de la République pour un statut particulier qui puisse prendre en charge cette frange et ses ayants droit comme les veuves des martyrs du devoir et leurs enfants.

Signalons que le représentant du président de l'APN, Mohamed Seghir Kara, qui a rappelé combien le président de la République est sensible aux problèmes que vit cette frange grâce à laquelle, en compagnie des autres corps de sécurité, la République est restée debout, a promis de transmettre fidèlement ses doléances et les défendre âprement pour les faire aboutir et arriver à soulager les souffrances de ces milliers, ils sont quelques 9 500 au niveau de la wilaya de Bouira et quelque 300 000 à l'échelle nationale, de Patriotes et de GLD dont le pays est fier. Notons que parmi les revendications de ces Patriotes et autres GLD, figure la réintégration de tous les jeunes qui ont déserté leur poste de travail pour prendre les armes et défendre la République.

Y. Y.

ALIMENTATION DE LA POPULATION EN EAU POTABLE, IRRIGATION DES TERRES AGRICOLES ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les nouveaux défis de Sellal

Comment concilier la couverture des besoins des Algériens en matière d'alimentation en eau potable avec la prise en charge des périmètres d'irrigation, tout en assurant une meilleure protection de l'environnement ? C'est le défi que veut relever le ministre des Ressources en eau, M. Abdelmalek Sellal, pour les années à venir.

De notre envoyé spécial
à Jijel : Lyès Menacer

Durant sa visite qui l'a mené avant-hier dans la wilaya de Jijel, M. Sellal a clairement affiché son ambition de réussir le défi de l'épuration et du traitement des eaux usées. Il dira à ce

sujet qu'une trentaine de stations d'épuration et de traitement des eaux usées (STEP) sont en cours de réalisation à travers tout le territoire national, à côté de celles existantes. La prise en charge d'environ 600 millions de mètres cubes d'eaux usées d'ici 2010, c'est l'objectif à atteindre par le département de Sellal.

Plus de 57 millions de mètres cubes de ces eaux finissent actuellement en mer. Concernant la dépollution de l'oued El-Harrach, le ministre des Ressources en eau a déclaré que l'opération de compactage qui a servi, momentanément, à la diminution des mauvaises odeurs ne suffit pas à elle seule. L'oued El-Harrach devrait en partie être asséché en pompant ses eaux vers le barrage de Baraki, au sud

est d'Alger.

Il faudrait ensuite enlever la couche de produits pétroliers de Naftal qui s'est formée sur le lit de l'oued. Mais cette opération devrait être menée conjointement avec le ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Tourisme, a-t-il précisé. Par ailleurs, les eaux traitées seront en majorité orientées vers l'irrigation de périmètres agricoles qui mobilisent actuellement plus de 65% des ressources hydrauliques du pays. Concernant la côte jijelienne, M. Sellal a déclaré qu'elle sera entièrement protégée grâce à la réalisation d'une énorme STEP d'une capacité de traitement d'environ 30 000 d'eaux usées par jour. Il faudrait toutefois signaler que cette station est en phase d'essai pour une période d'un an et ne traite actuellement qu'environ 10 000 m³/jour. «Elle devra être connectée avec deux autres petites stations, à réaliser en monobloc à l'est et à l'ouest de la

wilaya de Jijel», a-t-il affirmé. Une autre station de traitement des eaux du barrage de Kissir (9 km à l'ouest de Jijel) est en cours de réalisation. Mais le ministre ne semble pas satisfait de la cadence du chantier, confié à une entreprise algéro-émiratite.

Le délai d'achèvement des travaux de cette station au premier semestre de l'année 2010 a été refusé par le ministre qui a exigé sa mise en service pour fin novembre 2009. D'autres STEP seront réalisées à El-Milia, El-Kennar et El-Aouana, dont une partie de leur financement a été prise dans le cadre d'une stratégie de protection et de sauvegarde du littoral marin. «Le dossier de réalisation d'une autre STEP à Ziama-Mansouriah est à l'étude au niveau du ministère des Ressources en eau», a indiqué hier Sellal.

La mise en service de nouveaux barrages, courant 2009, permettra une alimentation en continu des habitants

de la ville de Jijel dont les besoins actuels en AEP sont évalués à 30 000 m³/jour. Ces derniers ne sont en effet satisfaits qu'à hauteur de 24 000 m³/jour. La concrétisation de l'ensemble de ces grands projets à Jijel permettra aussi l'alimentation des hauts plateaux sétifiens, notamment la région d'El-Eulma en 191 millions de mètres cubes d'eau potable dont 151 m³ seront destinés à l'irrigation de 25 000 ha de terres agricoles. Le barrage de Boussiaba, en cours de réalisation dans la région d'El-Milia, et dont la capacité de stockage est estimée à 100 millions de mètres cubes, devra assurer le transfert de 11 millions de mètres cubes/an pour l'AEP de la ville. 70 autres millions de mètres cubes/an seront destinés au renforcement des capacités du barrage de Beni-Haroun. «Le barrage de Boussiaba devrait être achevé au cours du premier trimestre 2009», a affirmé M. Sellal.

L. M.

EXPLORATION DES GISEMENTS DE DIAMANT D'ADRAR

Une filiale de l'Enof rafle la mise

C'est finalement Soalka, filiale née de la restructuration de l'Entreprise nationale des produits miniers non ferreux et des substances utiles (Enof), qui procédera à l'exploration des deux gisements de diamant Bled-El-Mass et Djebel Abberaz à Adrar.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - L'entreprise, qui a fait une offre de 5 millions de dinars pour chacun des deux sites, a été retenue suite à une séance d'ouverture des plis qui a concerné 20

gisements, organisée par l'Agence nationale du patrimoine minier. Son directeur a indiqué en marge de cette séance que l'agence espère, grâce à l'exploration, connaître le contenu du sous-sol.

Les entreprises soumissionnaires qui ont rafié les marchés hier seront donc chargées de le faire avant de procéder à la deuxième phase qui consiste en l'exploitation qui se fera en partenariat avec Sonatrach, selon des taux qui seront négociés. «Nous avons depuis longtemps déjà des indices très intéres-

sants sur la présence de diamant dans le Hoggar, c'est pour cette raison que nous faisons appel à des partenaires pour savoir ce qu'il en est exactement.

Il reste beaucoup à faire en la matière. Il ne s'agit pas de faire des investigations en surface», a indiqué M. Benyoub, le président de l'Agence nationale du patrimoine minier, qui a ouvert hier pas moins de 20 offres financières pour l'exploration de gisements de cuivre, d'or, de zinc, de sel et de plomb, situés, entre autres, à Adrar, Mostaganem, Tébessa, Batna, El-Tarf,

Béchar et Illizi. Des entreprises chinoises, australiennes, canadiennes ont manifesté leur intérêt aux côtés d'entreprises nationales, à l'exemple de Cevital qui a été retenue pour l'exploration de 3 gisements de sel, respectivement à Aïn Nouissi1 (wilaya de Mostaganem) pour une offre financière de 230 millions de dinars, à Aïn Nouissi2 pour un montant de 50 millions de dinars et à Arbal (Ain-Temouchent) pour un montant de 25 millions de dinars.

N. I.

TRAFIC ET CONSOMMATION DE DROGUE

22 000 personnes condamnées par la justice en 2007

Vingt-deux mille personnes, dont six mille dealers, ont été condamnées par la justice en 2007 pour trafic et consommation de la drogue, a indiqué hier le président général de l'Office national de prévention et de lutte contre les toxicomanies. Cette annonce a été faite par Abdelmalek Sayeh lors d'une conférence de presse au Centre culturel Aïssa Messaoudi.

Abder Bettache- Alger (Le Soir) -

Selon le conférencier qui s'exprimait en prévision des journées portes ouvertes sur les dangers de la drogue, sur les 22 000 personnes condamnées, seize mille sont des consommateurs. M. Sayeh a, aussi, indiqué que des quantités considérables de drogues ont été saisies durant l'année 2007, ce qui signifie que «des quantités importantes de drogue de différentes qualités circulent en Algérie».

A ce propos, il avance des chiffres qui confortent

son point de vue, en déclarant que pour l'année écoulée, «il a été saisi 16,5 tonnes de résine de cannabis et 23 kg de cocaïne, alors qu'en 2006 et 2005, la quantité de résine de cannabis saisie était de 10 et 9,5 tonnes».

Ces chiffres révèlent, selon le président de l'Office national de prévention et de lutte contre les toxicomanies, que la «consommation de la drogue en Algérie est en hausse», d'où la l'impératif «d'impliquer tous les acteurs, y compris les médias, pour lutter contre ce phénomène».

Le conférencier a ajouté que «l'office mène actuellement une enquête sur ce phénomène à travers une soixantaine de questions posées à un échantillon de personnes sur les 48 wilayas». Les résultats de l'enquête seront connus dans dix mois.

«Nous avons créé 53 centres de soins pour toxicomanes, 15 hôpitaux et 185 cellules d'écoute», dira

M. Sayeh qui a également souligné le fait que «les barons de la drogue agissent sous des pseudonymes», d'où la difficulté de les identifier et engager à leur encontre des poursuites judiciaires.

Récemment, le président général de l'Office national de prévention et de lutte contre les toxicomanies avait indiqué qu'une quarantaine de barons, circulant sous de fausses identités, sont recherchés par les services de sécurité dans le cadre de la lutte contre le phénomène de la drogue.

En Algérie, les réseaux de trafic de stupéfiants sont mal structurés, isolés, disloqués, cloisonnés et n'ont pas de lien entre eux, a-t-on aussi indiqué. Les réseaux étrangers qui y activent utilisent des Algériens pour convoier la marchandise vers l'Europe où les barons ont des biens, s'y installent et recyclent les revenus des stupéfiants.

A. B.

MARCHÉ DES TECHNOLOGIES DE L'ÉLECTRONIQUE

Philips s'installe en Algérie

Le géant européen de l'électronique, l'entreprise Philips, vient de s'installer officiellement en Algérie en ouvrant Philips Algérie. Il s'est allié à deux jeunes entreprises algériennes, spécialisées dans la distribution et la réparation des produits électroniques. Il s'agit respectivement de National Technologies et de Sabi Technology. L'inauguration du premier showroom de cet industriel de l'électronique a eu lieu hier matin à Bab-Ezzouar, à Alger, en présence du directeur général de Philips Maghreb, également DG de Philips Algérie, M. Gérard Gallien. Ce dernier a déclaré que le choix porté sur la zone Afrique du Nord en général, et sur notre pays en particulier, fait partie de la stratégie de développement du groupe qu'il représente. «Nous voulons réinvestir massivement les pays du Maghreb qui enregistrent ces dernières années une forte croissance économique et démographique. L'Algérie est évidemment une pièce maîtresse dans la conquête du marché maghrébin qui représente un grand potentiel pour la promotion de la marque Philips», a-t-il justifié. La création de Philips Algérie répond aussi au besoin de combattre la contrefaçon qui nuit à l'image de marque de cette entreprise qui a investi durant les deux dernières années 4,7 milliards d'euros dans l'acquisition de petites et moyennes entreprises à travers le monde. L'entreprise Philips compte renforcer sa position sur le marché de l'électronique grand public qui ne représente actuellement qu'environ 15% de son activité globale en Algérie, selon M. Gérard Gallien. Philips Algérie compte en effet ouvrir 8 showrooms d'ici la fin de l'année 2008 et 10 autres durant 2009.

L. M.